Mettons les pieds dans le plat : la réforme des retraites de Macron est antisociale!

écrit par Christine Tasin | 14 janvier 2023



Selon un sondage Odoxa, 74 % des personnes interrogées seraient favorables à ce que l'âge légal de de départ à la retraite soit maintenu à 62 ans



Intéressant article d'Atlantico (dans l'encadré en fin d'article) qui rappelle des chiffres lumineux et met les pieds dans le plat.

Déficit de l'Etat, 155 milliards ; déficit des retraites, 13 milliards

Alors que le déficit de l'Etat est de 155 milliards pour 508 milliards de dépenses, celui attendu pour les retraites n'est que de 13 milliards pour 320 milliards de pensions servies…

Qu'est-ce qui justifie une réforme des retraites et une telle urgence, à part la pression de Der Leyen et des

mondialistes ?

Oui, comme le dit Jean-Yves Archer dans l'article d'Atlantico ci-dessous, le projet de Borne-Macron est antisocial. Le texte de Trust n'a pas pris une ride.

Tu bosses toute ta vie pour payer ta pierre tombale Tu masques ton visage en lisant ton journal Tu marches tel un robot dans les couloirs do métro Les gens ne te touchent pas, il faut faire le premier pas Tu voudrais dialoguer sans renvoyer la balle Impossible d'avancer sans ton gilet pare-balle Tu voudrais donner des yeux à la justice Impossible de violer cette femme pleine de vices Antisocial, tu perds ton sang froid Repense à toutes ces années de service Antisocial, bientôt les années de sévices Enfin le temps perdu qu'on ne rattrape plus Écraser les gens est devenu ton passe-temps En les éclaboussant, tu deviens gênant Dans ton désespoir, il reste un peu d'espoir Celui de voir les gens sans fard et moins bâtards

Mais cesse de faire le point, serre plutôt les poings Bouge de ta retraite, ta conduite est trop parfaite Relève la gueule, je suis là, t'es pas seul Ceux qui t'enviaient, aujourd'hui te jugeraient Antisocial, tu perds ton sang froid Repense à toutes ces années de service

Antisocial, bientôt les années de sévices
Enfin le temps perdu qu'on ne rattrape plus
Qu'on ne rattrape plus
Tu bosses toute ta vie pour payer ta pierre tombale
Tu masques ton visage en lisant ton journal
Tu marches tel un robot dans les couloirs do métro
Les gens ne te touchent pas, il faut faire le premier pas
Tu voudrais dialoguer sans renvoyer la balle
Impossible d'avancer sans ton gilet pare-balle
Tu voudrais donner des yeux à la justice
Impossible de violer cette femme pleine de vices

Antisocial, tu perds ton sang froid
Repense à toutes ces années de service
Antisocial, bientôt les années de sévices
Enfin le temps perdu qu'on ne rattrape plus
Qu'on ne rattrape plus
On ne rattrape plus
Qu'on ne rattrape plus
Antisocial, antisocial

Source : <u>LyricFind</u>

Paroliers : Bernard Bonvoisin / Norbert Krief

Paroles de Antisocial © Sony/ATV Music Publishing LLC

Depuis des années, Emmanuel Macron sensible aux approches issues de Bruxelles, veut réaliser une réforme des retraites.

» Sa » réforme des retraites. Après avoir échoué avec son architecture de système à points, le voilà soumis au bon vieux tango paramétrique. Hélas, le projet dévoilé par la Première ministre est lourdement antisocial.

Juridiquement, il convient d'attendre l'examen en Conseil des ministres du 23 Janvier 2023 pour être en mesure d'appréhender l'intégralité du texte en amont de la discussion parlementaire.

S'agissant de celle-ci, elle se déroulera sous l'égide d'un PLFSS rectificatif qui verra, une fois encore, la piètre tenue des comptes sociaux. Et le fort probable recours à l'article 49-3 car il n'est pas impossible que les parlementaires L.R descendent du train en marche.

La France se trompe de cible

Selon les prévisions du Conseil d'Orientation des Retraites, dont nous savons qu'il faut les consulter avec prudence depuis le temps où René Teulade — ministre en 1992 — avait influencé ses travaux, près de 13 Mds de déficit sont attendus à court terme. A rapporter aux 320 Milliards de pensions servies. Pour prendre un terme en vogue à Bercy, c'est dans l'épaisseur du trait.

Il n'en est pas de même pour les comptes de l'État qui présentent 508 Mds de dépenses dont 155 Mds de déficit auquel il faudra rajouter les quelques 40 Mds engagés depuis l'Automne (boucliers).

Le défi de la France réside dans la gestion de l'État bien davantage que dans la question des retraites que la réforme Touraine permet de contenir.

Pour le président de la République, il est plus facile de jouer le Père fouettard des retraites que le pater familias de la gestion de l'État.

À LIRE AUSSI

Dettes et déficit : le FMI voit rouge écarlate en regardant la France

La nouvelle Société au goût amer

En Septembre 1972, Jacques Chaban-Delmas finement épaulé par le regretté Simon Nora et par Jacques Delors avait prononcé son fameux discours sur la nouvelle société.

Celle que nous propose Madame Borne porte un terrible goût amer.

Si l'on peut comprendre — et donc admettre — que le choc démographique impose de fixer l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, il est en revanche hors de l'épure d'une société développée de fixer à 43 ans le nombre de durée de cotisations obligatoires.

De plus en plus de jeunes diplômés entrent en vie active à 25 ans (voire plus) : ainsi 25 + 43 = 68 ans pour prétendre pouvoir partir à taux plein.

Comme dans bien des cas, les futurs retraités cesseront le travail avant, cela signifie que des millions d'entre eux verront leurs pensions affectées d'une décote rapidement significative.

La réforme Macron est l'organisation de la baisse inéluctable du futur montant des retraites servies.

C'est une nouvelle Société plus rude qui rompt un pacte social pour des motifs de pointillisme budgétaire que l'État ne s'applique pas à lui-même.

Les 43 annuités sont une dague dans le flan des travailleurs là où la digue de 64 ans était déjà un effort conséquent.

Le front social pourrait devenir sociétal car la pénibilité n'est que mal abordée

Face à ce projet de Loi, l'intersyndicale ne restera pas inerte et sur un tel sujet, la mayonnaise peut prendre et ainsi déployer la vigueur d'un refus sociétal. D'autant plus que des millions de travailleurs sont dans l'expectative au regard de la délicate question technique que constitue la pénibilité.

À LIRE AUSSI

5 questions gênantes pour comprendre à combien nous reviendrait une réforme des retraites
Sur le plan de l'ordre public et de l'accompagnement des cortèges de rues, puisse Laurent Nunez avoir le doigté du célèbre préfet Maurice Grimaud de 1968 car rien n'est prévisible quand un peuple gronde.

La farce des 1200 Euros de retraite minimum

Madame Borne est malicieuse et a su agiter un hochet pour donner un semblant de volet social à sa réforme.

Hélas, c'est une farce.

Tout d'abord, il s'agit de 1200 Euros brut.

Puis, il faut avoir » eu une carrière entière « . Allez hop, à la trappe tous ceux qui ont eu des carrières hachées.

Enfin, l'incertitude plane sur l'éligibilité des bénéficiaires. Si l'on se contente de verser cet avantage aux nouveaux retraités, cela induit un coût de 400 millions. Si on l'applique aux retraités, cela coûte près de 3 Mds sur une réforme qui devrait présenter 8 Mds d'économies.

Pour aller plus loin

Je vous recommande les travaux rondement menés par l'économiste de l'OFCE : l'estimé Vincent Touzé.

Scalper les retraités nantis ?

La dernière idée en vogue que le Pouvoir doit garder pour ses députés afin de donner un peu de relief social à la discussion parlementaire consiste à faire le constat que des retraités sont nantis.

En cela, il est confondu le montant des pensions avec l'ensemble des revenus qui incluent souvent des avoirs immobiliers.

Là encore, ce gouvernement qui affectionne l'erreur risque d'omettre que les donations transgénérationnelles vont contrecarrer les idées de France Stratégie et autres officines.

La réforme des retraites présentée ne résoud pas les inégalités public/privé : 6 derniers mois de carrière contre 25 meilleures années et le fait que la retraite représente 75% du dernier traitement contre 50% du dernier salaire pour le privé.

Enfin, last but not the least, on ne détecte pas d'avancée sociale en direction des femmes.

Le projet Macron orchestre la régression. Le reste est littérature ou plan sur la comète à partir de prévisions nimbées d'incertitudes paramétriques.

Aucun économiste digne de ce nom ne peut pronostiquer la croissance à horizon 2024 et 2025 comme aime à le répéter Jean-Hervé Lorenzi. Il est donc risible de voir un ministre des Finances établir un équilibre prévisionnel à horizon 2030. Le temps des dupes est révolu et la vérité va tendre son miroir à l'Exécutif.

Jean-Yves Archer, économiste, membre de la SEP (Société d'Économie Politique), profession libérale depuis 34 ans et ancien de l'ENA

https://atlantico.fr/article/decryptage/reforme-des-retraitesune-obsession-technocratique-bien-eloignee-des-veritablesdefis-que-doit-relever-la-france-economie-budget-depensesinvestissement-plfss-gouvernement-elisabeth-borne-emmanuelmacron-dette-deficit-jean-yves-archer